

Vóór die beslissing kan hij overleg plegen met een afgevaardigde van het net dat bedoelde dossiers heeft ingediend.

In dat geval wordt de in artikel 14 van voormeld besluit bedoelde termijn opgeschort voor ten hoogste 10 dagen; het bestuur brengt zulks onverwijld ter kennis van het net en van de inrichtende macht of, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het inrichtingshoofd.

**Art. 5.** Artikel 16 van voormeld besluit wordt door onderstaande tekst vervangen :

« Art. 16. De opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie, waarvoor de Executieve geen referentiedossiers goedgekeurd heeft op eensluidend advies van de overlegcommissie, worden goedgekeurd of afgekeurd op grond van de in artikel 15 bedoelde pedagogische dossiers.

Overeenkomstig artikel 13, van het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 18 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie worden die afdelingen of eenheden al dan niet voorlopig goedgekeurd, mits de dossiers van de leerkrachten, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, aan de reaffectatiecommissie voorgelegd zijn.

Elke afkeuring wordt behoorlijk met redenen omkleed.

De beslissing wordt onverwijld meegedeeld aan het net, aan de inrichtende macht of, voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, aan het inrichtingshoofd.

Ze wordt onverwijld meegedeeld aan de overlegcommissie, die ze kan bespreken : in dit geval wordt het onderzoek van het dossier op de agenda van de werkzaamheden van die commissie geplaatst.

Het dossier van een afgekeurde afdeling of eenheid kan, na herziening, opnieuw ingediend worden overeenkomstig de artikel 13 en 14 van voormeld besluit ».

**Art. 6.** Artikel 20 van voormeld besluit wordt met onderstaand lid aangevuld :

« Die termijn van 20 dagen wordt opgeschort tijdens de perioden, bedoeld in artikel 14 van voormeld besluit ».

**Art. 7.** Art. 22. van voormeld besluit wordt vervangen door onderstaande tekst :

« De goedkeuringsbrief en het in artikel 21 van voormeld besluit bedoelde stuk worden onverwijld overgezonden aan het net, aan de inrichtende macht of, voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, aan het inrichtingshoofd ».

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 1992, behalve de artikelen 3 en 4, die op 1 september 1992 van kracht worden.

Brussel, 3 november 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 92 — 3028

**3 NOVEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du secrétariat permanent de la Commission de concertation et du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> le Conseil : le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 78 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2<sup>o</sup> la Commission : la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale visée à l'article 15 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

3<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre de l'Exécutif de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

4<sup>o</sup> le secrétariat : le secrétariat permanent de la commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 11 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

5<sup>o</sup> le président ou vice-président : le président ou le vice-président de la Commission de concertation ou du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 2.** Les membres du secrétariat sont chargés en priorité :

1<sup>o</sup> d'assurer le secrétariat des réunions plénières de la Commission et du Conseil;

2<sup>o</sup> de collaborer à la préparation et au suivi des travaux de la Commission et du Conseil;

3<sup>o</sup> de réaliser les notes de synthèse et les récapitulatifs thématiques des travaux de la Commission et du Conseil;

4<sup>o</sup> d'assurer le classement des documents et la mise à jour des archives de la Commission et du Conseil;

5° de rassembler à la demande du Ministre ou d'un président ou vice-président, la documentation nécessaire aux travaux de la Commission ou du Conseil;

6° de fournir toute information relative aux missions et travaux de la Commission et du Conseil à toute personne, organe ou toute organisation appelés à y participer;

7° de centraliser les notes et déclarations de créance, leur permettant de préparer les documents destinés à l'administration, en vue du remboursement des frais de parcours des membres de la Commission et du Conseil ainsi que des membres des groupes de travail.

**Art. 3.** Chaque membre du secrétariat peut être requis, s'il échet, séparément pour :

1° assurer le secrétariat des réunions du bureau du Conseil, ainsi que des groupes de travail mis en place par le Conseil;

2° assurer le secrétariat des réunions des groupes de travail mis en place par la Commission;

3° assister, selon un mandat confié par le Ministre ou un président ou vice-président de la Commission ou du Conseil, à des réunions dont les thèmes concernent les missions de la Commission ou du Conseil.

**Art. 4.** Pour l'accompagnement des missions décrites aux articles 2 et 3, les membres du secrétariat relèvent, selon le cas, de l'autorité du président de la Commission ou de celle du président du Conseil.

Afin de coordonner ces missions, deux fois par an au moins, à l'initiative du Ministre ou des présidents et vice-présidents, une réunion de coordination est organisée.

Le Ministre, les présidents et vice-présidents participent et formulent les recommandations découlant de cette concertation.

Le secrétariat peut y être invité.

**Art. 5. § 1er.** Quand ils ne sont pas requis par les missions décrites aux articles 2 et 3, les membres du secrétariat sont à la disposition de leur réseau respectif.

Dans le cadre de cette mission particulière, ces membres ne peuvent se voir confier que des tâches directement liées à la mise en place de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

§ 2. Pour les missions visées dans cet article, les membres du secrétariat proposés :

1° par le réseau de la Communauté française relève de l'autorité du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

2° par les réseaux subventionnés relèvent, respectivement, chacun en ce qui le concerne de l'autorité des organisations représentatives des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné par la Communauté française.

**Art. 6.** Afin de coordonner les missions prévues aux articles 2 et 3, avec les missions prévues à l'article 5, une fois par an au moins, à l'initiative du Ministre ou des présidents et vice-présidents, une réunion de coordination est organisée.

Le Ministre, les présidents, vice-présidents et deux représentants de chaque réseau participent à ces réunions et formulent les recommandations découlant de cette concertation.

Pour la représentation du réseau libre subventionné, la délégation comporte obligatoirement un membre de l'enseignement libre non confessionnel.

Le secrétariat peut y être invité.

**Art. 7.** L'article 11, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 précité est complété par les dispositions suivantes :

« Ils continuent à bénéficier du régime de congés et de vacances propres à leur fonction d'origine à l'exception d'une présence éventuelle à assurer selon les nécessités des tâches à accomplir, durant les périodes de vacances scolaires.

Ils ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel des administrations de la Communauté française.

A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rang 13.

Leur résidence administrative est celle de leur fonction d'origine. »

**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets le 21 novembre 1991.

**Art. 9.** Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 novembre 1992.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,  
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

N. 92 — 3028

**3 NOVEMBER 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de wijze van organisatie en werking van het vast secretariaat van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie.

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 september 1991 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsvoorwaarden van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie.

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 september 1991 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsvoorwaarden van de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie.

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 april 1992 houdende overdracht van bevoegdheid inzake het onderwijs voor sociale promotie.

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit bedoelt men met :

1° de Raad : de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, bedoeld in artikel 78 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° de commissie : de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie, bedoeld bij artikel 15 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

3° de Minister : de Minister onder de bevoegdheid van wie het onderwijs voor sociale promotie ressorteert;

4° het secretariaat : het vast secretariaat van de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie, bedoeld in artikel 11 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 september 1991 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsvoorwaarden van de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie;

5° de voorzitter of ondervoorzitter : de voorzitter of de ondervoorzitter van de Overlegcommissie of van de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 2.** De leden van het secretariaat worden er bij voorrang mee belast :

1° voor het secretariaat van de plenaire vergaderingen van de Commissie en van de Raad in te staan;

2° aan de voorbereiding en het volgen van de werkzaamheden van de Commissie en van de Raad deel te nemen;

3° de synthesenota's en de thematische samenvattingen van de werkzaamheden van de Commissie en van de Raad op te stellen;

4° voor de rangschikking en het bijhouden van het archief van de Commissie en van de Raad in te staan;

5° op verzoek van de Minister of van een voorzitter of een ondervoorzitter de documentatie te verzamelen die nodig is voor de werkzaamheden van de Commissie of van de Raad;

6° alle inlichtingen omtrent de opdrachten en werkzaamheden van de Commissie en van de Raad te verstrekken aan elke persoon, instelling of organisatie die eraan moet deelnemen;

7° de nota's en schuldbewijzen te centraliseren die het hun mogelijk maken de documenten klaar te maken voor het bestuur met het oog op de terugbetaling van de reiskosten van de leden van de Commissie en van de Raad alsmede van de leden van de werkgroepen.

**Art. 3.** Elk lid van het Secretariaat kan afzonderlijk gelast worden :

1° in te staan voor het secretariaat van de vergaderingen van het bestuur van de Raad, alsmede van de door de Raad opgerichte werkgroepen;

2° in te staan voor het secretariaat van de vergaderingen van de door de Commissie opgerichte werkgroepen;

3° volgens een door de Minister of een voorzitter of ondervoorzitter van de Commissie of de Raad toevertrouwd mandaat, vergaderingen bij te wonen waarvan de thema's op de opdrachten van de Commissie of de Raad betrekking hebben.

**Art. 4.** Voor de begeleiding van de in de artikelen 2 en 3 beschreven opdrachten ressorteren de leden van het secretariaat volgens het geval onder het gezag van de voorzitter van de Commissie of van de voorzitter van de Raad.

Ten einde deze opdrachten ten minste twee keer per jaar te coördineren wordt op initiatief van de Minister of van de voorzitter en ondervoorzitter een vergadering ingericht, waarop het secretariaat kan ontboden worden.

**Art. 5. § 1.** Wanneer de leden van het secretariaat de in de artikelen 2 en 3 beschreven opdrachten niet moeten vervullen, staan zij ter beschikking van hun respectief net.

In het raam van deze bijzondere opdracht mogen aan deze leden slechts opgaven die in rechtstreeks verband zijn met het invoeren van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, toevertrouwd worden.

§ 2. Voor de in dit artikel bedoelde opdrachten ressorteren :

1° de door het net van de Franse Gemeenschap voorgedragen leden van het secretariaat onder het gezag van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort;

2° de door de gesubsidieerde netten voorgedragen leden van het secretariaat, elk wat hem betreft, respectievelijk onder het gezag van de representatieve organisaties van de inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs.

**Art. 6.** Om de in de artikelen 2 en 3 bepaalde opdrachten te coördineren met de in artikel 5 bepaalde opdrachten, wordt ten minste één keer per jaar op initiatief van de Minister of van de voorzitters en ondervoorzitters een coördinatievergadering ingericht.

De Minister, de voorzitters, ondervoorzitters en twee vertegenwoordigers van elk net nemen aan deze vergadering deel en stellen de aanbevelingen op die uit dit overleg voortvloeien.

Voor de vertegenwoordiging van het gesubsidieerd vrij onderwijs moet de afvaardiging een lid van het niet-confessioneel vrij onderwijs omvatten.

Het secretariaat kan op die vergadering ontboden worden.

**Art. 7.** Artikel 11, § 2, van bovenvermeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 september 1991 wordt met volgende bepalingen aangevuld :

« Zij blijven de verlof- en vakantieregeling genieten die eigen is aan hun oorspronkelijk ambt, behoudens een eventueel vereiste aanwezigheid volgens de noodzaak van de tijdens de schoolvakantie te vervullen taken.

Zij hebben recht op de terugbetaling van hun reis- en verblijfkosten onder de voorwaarden vastgesteld bij de op de personeelsleden van de besturen van de Franse Gemeenschap toepasselijke bepalingen.

Te dien einde worden zij met ambtenaren van rang 13 gelijkgesteld.

Hun administratieve standplaats is die van hun oorspronkelijk ambt. »

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 21 november 1991.

**Art. 9.** De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 november 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN

F. 92 — 3029

**3 NOVEMBRE 1992.** — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 25;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

**Article 1er.** A l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale, un quatrième alinéa libellé comme suit est ajouté :

« Le Ministre ou son délégué participe avec voix consultative aux réunions de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 18 septembre 1991.

**Art. 3.** Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 novembre 1992.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :  
Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,  
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,  
M. LEBRUN

#### VERTALING

N. 92 — 3029

**3 NOVEMBER 1992.** — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 tot bepaling van de wijze van organisatie en werking van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 25;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 september 1991 tot vaststelling van de wijze van organisatie en werking van de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie.

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 april 1992 houdende overdracht van bevoegdheid inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

**Artikel 1.** Aan artikel 3 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 september 1991 tot bepaling van de wijze van organisatie en werking van de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie, wordt onderstaand 4e lid toegevoegd :

« De Minister of zijn gemachtigde neemt met raadgevende stem deel aan de vergaderingen van de commissie. »

**Art. 2.** Dit besluit treedt op 18 september 1991 in werking.

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 november 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN